



---

Canada Development  
Investment Corporation

La Corporation de développement  
des investissements du Canada

Rapport du premier trimestre  
31 mars 2022



---

Canada Development  
Investment Corporation

La Corporation de développement  
des investissements du Canada

## Table des matières

<b>Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires</b>	<b>1</b>
<b>Rapport de gestion</b>	<b>2</b>
<b>États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada au 31 mars 2022</b>	<b>9</b>

### Adresse de la Corporation

1240, rue Bay, bureau 302  
Toronto (Ontario) M5R 2A7

**Téléphone** : 416 966-2221  
**Télécopieur** : 416 966-5485  
**Site Web** : [www.cdev.gc.ca](http://www.cdev.gc.ca)

## Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

---

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À ma connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 19 mai 2022.



Elizabeth A. Wademan  
Présidente et chef de la direction



Andrew G. Staf, CPA, CA  
Chef des finances

Toronto (Ontario)  
Le 19 mai 2022

## Rapport de gestion de la période close le 31 mars 2022

---

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport trimestriel, peuvent comprendre des énoncés prospectifs qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur divers facteurs et hypothèses et comportent des risques et incertitudes, tant de nature générale que spécifique. Ainsi, les pronostics, prévisions, projections et autres éléments des énoncés prospectifs pourraient ne pas se réaliser. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le présent rapport de gestion est en date du 31 mars 2022 et doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la CDEV pour la période close le 31 mars 2022 et avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

### Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de capitaux propres du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement. La CDEV a pour principal objectif d'exercer ses activités dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Outre certaines activités qui lui sont propres, la Corporation a la responsabilité de quatre filiales entièrement détenues et consolidées, soit la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI »), Financière TMP Canada Ltée (« Financière TMP ») et sa filiale la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La SGCH détient et gère les participations du gouvernement fédéral dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »). CEI n'exerce aucune activité, mais elle est responsable de la prise en charge des obligations découlant principalement d'un accord d'achat et de vente conclu avec Cameco Inc. en 1988. Financière TMP a pour principale responsabilité de fournir du financement à CTM. CTM a pour mandat d'exploiter le pipeline Trans Mountain existant et de mener à terme le projet d'agrandissement du réseau de pipelines Trans Mountain (le « PARTM ») dans les délais prévus et de façon commercialement viable. En août 2020, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements au titre de la participation au bénéfice net (la « PBN ») après avoir conclu un protocole d'entente avec Ressources naturelles du Canada.

Le 11 mai 2020, la CDEV a constitué une nouvelle filiale, la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC »), qui contribue à la mise en œuvre du programme Crédit d'urgence pour les grands employeurs (le « CUGE »), conçu pour fournir des crédits-relais aux grands employeurs canadiens. Les résultats financiers de la CFUEC n'ont pas été inclus dans les résultats consolidés de la CDEV, comme il est expliqué à la note 4 c) afférente aux états financiers consolidés pour le 31 décembre 2021. Le rapport financier de la CFUEC pour la période close le 31 mars 2022 peut être consulté à l'adresse [www.ceefc-cfuec.ca](http://www.ceefc-cfuec.ca).

### La Corporation de développement des investissements du Canada

La direction de la CDEV collabore étroitement avec le conseil d'administration et la direction de CTM afin de poursuivre le développement du PARTM. Cela comprend l'établissement de procédures pour suivre la progression du PARTM, l'obtention du financement nécessaire pour CTM et la production de renseignements financiers d'importance.

## Rapport de gestion de la période close le 31 mars 2022 (suite)

---

Au cours de la période close le 31 mars 2022, la CDEV a reçu de la part des propriétaires du projet Hibernia des paiements de 63 millions de dollars au titre de la PBN, dont 4 millions de dollars ont été versés par la SGCH, puis éliminés lors de la consolidation. Les paiements reçus sont comptabilisés à titre d'augmentation de 59 millions de dollars de la réserve au titre de la PBN, avant versement d'un dividende de 50 millions de dollars en mars 2022.

Nous avons versé des dividendes de 80 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2022. Ces dividendes étaient financés par les dividendes de 15 millions de dollars reçus de la SGCH, les 15 millions de dollars se rapportant à la PBN versée par la SGCH et les 50 millions de dollars reçus au titre de la PBN. Nous conservons suffisamment de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme pour être en mesure d'entreprendre des activités futures et de financer les éventualités.

### Corporation Trans Mountain

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, CTM a généré des produits des activités ordinaires de 145 millions de dollars et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») de 81 millions de dollars. Pour la période correspondante, CTM avait généré des produits des activités ordinaires de 100 millions de dollars et un BAIIA de 37 millions de dollars. Selon les PCGR des États-Unis que CTM continue d'appliquer, les produits des activités ordinaires et le BAIIA se sont respectivement établis à 107 millions de dollars et à 42 millions de dollars, contre 107 millions de dollars et 44 millions de dollars pour la période correspondante. Pour un complément d'information à ce sujet, se reporter à la note 19 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Pour le trimestre considéré, CTM a dépensé environ 1,9 milliard de dollars pour le PARTM, compte non tenu des coûts de financement, en plus du montant de 9,3 milliards de dollars engagé jusqu'en décembre 2021 sous la propriété de la CDEV. Les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 mars 2022 ont augmenté de façon importante par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'intensification des activités de construction relatives au PARTM. La construction du projet est achevée à environ 53 %, les installations étant achevées à environ 80 % et les conduits sur une longueur de plus de 450 km étant installés dans le sol à la fin du premier trimestre.

Le rendement global du réseau a été touché par des inondations généralisées en Colombie-Britannique et dans l'État de Washington qui sont survenues au quatrième trimestre de 2021. Par mesure de précaution, le pipeline a été fermé le 14 novembre 2021 et les activités ont redémarré en toute sécurité à capacité réduite le 5 décembre 2021. La canalisation principale est demeurée à capacité réduite jusqu'au 14 janvier 2022, date à laquelle la pleine capacité a été rétablie. Les activités d'intervention de CTM en cas d'inondation se sont poursuivies en 2022, et des dépenses d'investissement de maintien supplémentaires d'environ 22 millions de dollars ont été engagées. CTM prévoit que les activités liées aux inondations se poursuivront au cours des périodes à venir. La majorité des coûts liés aux mesures d'intervention de CTM en raison des inondations pour les activités d'exploitation existantes devraient être recouverts auprès des expéditeurs, des assurances ou de tiers.

Pour obtenir plus de précisions, veuillez consulter le rapport financier de CTM pour le premier trimestre de 2022 à l'adresse [www.transmountain.com](http://www.transmountain.com).

### Financière TMP Canada Ltée

Financière TMP est la société mère de CTM et de ses entités. Jusqu'au mois d'avril 2022, Financière TMP consentait du financement à CTM selon un ratio de 45 % de capitaux propres et 55 % d'emprunts. Pour financer ces avances, Financière TMP a emprunté auprès du Compte du Canada géré par Exportation et développement Canada. Certaines obligations financières de CTM sont remplies par Financière TMP pour CTM par l'intermédiaire d'une facilité de crédit inutilisée auprès du Compte du Canada. Le 31 mars 2022, la limite disponible aux termes de la facilité de construction était de 13,5 milliards de dollars et l'encours aux termes de cette facilité s'élevait à 11,6 milliards de dollars.

En février 2022, CTM et la CDEV ont entrepris un processus visant à obtenir, auprès de sources externes, les fonds pour financer les coûts de construction en 2022 jusqu'à l'achèvement du projet. Le 25 avril 2022, le statut de CTM a changé pour celui de société d'État non mandataire qui permettra à la CTM d'emprunter auprès de parties autres que sa société mère, Financière TMP. Le 29 avril 2022, CTM a conclu une facilité renouvelable non garantie de premier rang d'un an pour un montant de 10,0 milliards de dollars auprès d'un consortium de prêteurs (la « facilité consortiale »). La facilité consortiale est assortie d'une option de prolongation de six mois et d'une garantie fournie par le gouvernement du Canada. Conformément aux modifications de la convention de facilité de crédit de construction de la Corporation conclue avec le Compte du Canada, gérée par EDC, après avoir reçu du financement externe, la Corporation a remboursé toutes les avances qu'EDC a versées à TMP après le 18 février 2022, soit un montant de 1 595 000 \$ majoré des intérêts, pour un total d'environ 1,6 milliard de dollars, le 2 mai 2022. Un montant de 875 000 \$ a été prélevé entre le 18 février 2022 et le 31 mars 2022, le montant restant de 720 000 \$ a été prélevé après le 31 mars, soit après la période de présentation de l'information à l'étude. Après une modification des facilités de crédit, aucun autre paiement sur les emprunts n'est exigible avant l'échéance.

Au premier trimestre de 2022, la charge d'intérêts brute sur le prêt s'est chiffrée à 178 millions de dollars, dont une tranche de 139 millions de dollars a été incorporée et ajoutée au coût en capital du projet, et sera amortie sur la durée de vie utile du pipeline.

### Société de gestion Canada Hibernia

Le bénéfice après impôt de la SGCH de 28 millions de dollars comptabilisé pour le trimestre clos le 31 mars 2022 est plus élevé que celui de 14 millions de dollars comptabilisé pour le trimestre correspondant, en raison essentiellement d'une augmentation des produits nets tirés du pétrole brut et d'une diminution des charges d'épuisement et d'amortissement, en partie contrebalancées par une augmentation de l'impôt sur le résultat.

Les produits nets tirés du pétrole brut, qui correspondent aux ventes de pétrole brut déduction faite des redevances et de la participation au bénéfice net (la « PBN »), ont progressé de 40 %, pour s'établir à 48 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 34 millions de dollars pour la période correspondante, hausse qui s'explique par une augmentation de 84 % du prix réalisé sur les ventes de pétrole brut en dollars canadiens, en partie contrebalancée par un accroissement de la charge liée aux redevances et de la charge liée à la PBN et par une diminution du volume des ventes. (À la consolidation, les produits nets tirés du pétrole brut pour le premier trimestre de 2022 s'établissaient à 54 millions de dollars (33 millions de dollars en 2021) en raison de l'élimination des paiements au titre de la PBN versés à la CDEV.)

Les volumes des ventes ont diminué de 8 % pour s'établir à 0,57 million de barils de pétrole au premier trimestre de 2022, contre 0,62 million de barils au premier trimestre de 2021, en raison d'une baisse de 13 % des volumes de production moyens quotidiens de la SGCH, en partie contrebalancée par un prélèvement sur les stocks lié au calendrier des ventes de fret. Le volume de production brut moyen des champs s'est établi à 91 588 barils par jour au premier trimestre de 2022, ce qui est en baisse de 17 % par rapport au premier trimestre de 2021, en raison surtout des baisses naturelles de production, étant donné qu'aucun nouveau puits n'a été foré depuis juin 2020.

## Rapport de gestion de la période close le 31 mars 2022 (suite)

La SGCH vend son pétrole en fonction du cours de référence du pétrole brut Brent daté, en dollars américains. Le cours moyen du pétrole brut Brent daté a augmenté de 67 % pour s'établir en moyenne à 101,51 \$ US le baril au premier trimestre de 2022, contre 60,85 \$ US le baril au premier trimestre de 2021. En dollars canadiens, le prix du pétrole réalisé moyen de la SGCH a augmenté de 84 % pour s'établir à 135,04 \$ le baril, contre 73,59 \$ le baril au premier trimestre de 2021, en raison de l'augmentation du Brent daté combinée à l'amélioration des écarts de prix par rapport au Brent daté moyen. Il n'y a pas eu de variation importante du taux de change moyen entre le dollar américain et le dollar canadien, qui était d'environ 1,27 pour chacune des deux périodes.

Les dépenses d'investissement liées aux forages et aux installations ont été minimales au premier trimestre de 2022 et ont été affectées aux mises à niveau des installations de forage et à la remobilisation liée aux forages.

### Canada Eldor Inc.

Aucun changement important n'a été apporté à la gestion des passifs de CEI. CEI continue de payer les coûts liés au démantèlement des biens d'un ancien site minier en Saskatchewan et les prestations de retraite d'anciens employés. Un plan a été mis en œuvre afin de permettre le transfert du reste des biens miniers au programme de surveillance institutionnelle d'ici trois ans. Au cours du premier trimestre de 2022, les dépenses affectées aux activités de remise en état des sites se sont élevées à 0,5 million de dollars, et aucun changement important n'a été apporté pour la période à l'estimation du coût de remise en état des sites. CEI dispose d'un montant totalisant 13 millions de dollars sous forme de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de fonds de revenus consolidés qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 7 millions de dollars.

### Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada

Depuis mars 2020, la direction de la CDEV a contribué à la mise en œuvre du programme de CUGE au nom du gouvernement par l'intermédiaire de la CFUEC, notamment en retenant les services de conseillers juridiques et financiers. Veuillez consulter le rapport annuel de 2021 et le rapport du premier trimestre de 2022 de la CFUEC, à l'adresse [www.ceefc-cfuec.ca](http://www.ceefc-cfuec.ca), pour obtenir plus de renseignements sur la CFUEC.

Les résultats de la CFUEC ne sont pas consolidés avec ceux de la CDEV puisque cette dernière n'est pas réputée avoir le contrôle de la CFUEC selon les critères établis par IFRS 10. La CFUEC prépare ses états financiers conformément aux normes comptables du secteur public. Les coûts engagés par la CDEV en lien avec la mise en œuvre du programme de CUGE ont été recouverts auprès de la CFUEC. Pour obtenir des précisions sur les résultats financiers et les résultats d'exploitation de la CFUEC, se reporter au rapport annuel de la CFUEC, à l'adresse [www.ceefc-cfuec.ca](http://www.ceefc-cfuec.ca).

Le tableau ci-après présente les principaux résultats financiers de la CFUEC.

(en millions de dollars)	2020	2021	T1 2022	Total jusqu'au 31 mars 2022
Engagements de prêt conclus	320	7 108	43	7 471
Prêts financés	110	2 588	250	2 948
Participations en titres de capitaux propres <sup>1)</sup>	-	500	-	500
Remboursement du capital de l'emprunt	-	380	11	391
Actions privilégiées émises	200	2 890	-	3 090

<sup>1)</sup> Dans le cadre de l'accord de financement conclu avec Air Canada, la CFUEC a acheté pour 500 millions de dollars d'actions à droit de vote de catégorie B d'Air Canada.

### Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos actifs et de nos participations reposera sur la conjoncture du marché et le contexte économique en général, ainsi que sur des facteurs propres à l'entreprise ou au placement sous-jacent. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2021, comme l'indique le rapport annuel de 2021. Un certain degré d'incertitude persiste quant à l'évolution de la conjoncture économique en raison de l'éclosion de la COVID-19 à l'échelle mondiale et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

### Risques et éventualités

Étant donné la nature des activités de CTM, la pandémie de COVID-19 ne devrait pas avoir une incidence importante sur les résultats financiers de CTM. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une forte volatilité des prix de référence du pétrole brut.

Financière TMP a emprunté plus de 14 milliards de dollars, ce qui crée un risque financier pour la CDEV. Comme les prêts ont été consentis par le gouvernement, ce risque est considéré comme faible. À la clôture de l'exercice 2021, il existait un risque de refinancement, car CTM ne disposait pas d'un financement établi alors que le PARTM amorçait une période de construction très occupée. Comme il est indiqué dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 31 mars 2022, CTM a obtenu le financement externe nécessaire après la clôture du trimestre. L'achèvement du PARTM nécessitera d'importantes dépenses d'investissement, et CTM aura besoin d'un financement continu pour mener à bien le PARTM. La capacité de CTM d'assurer le service de la dette actuelle et future pourrait être tributaire de plusieurs facteurs, dont sa performance financière et d'exploitation future, l'exécution du PARTM, la conjoncture économique en général ainsi que des facteurs d'ordre financier et réglementaire et d'autres facteurs, dont bon nombre ne sont pas directement du ressort de CTM. Lorsque le PARTM sera mis en service, les flux de trésorerie d'exploitation de CTM s'amélioreront, tout comme sa capacité à assurer le service de la dette.

Bien que la CFUEC soit exposée à un risque de crédit important en raison des pertes de crédit éventuelles sur les prêts consentis aux emprunteurs, l'exposition maximale de la CDEV correspond à la valeur de son placement en actions ordinaires de la CFUEC, soit 1 \$.

Les autres risques et éventualités décrits dans le rapport annuel de 2021 n'ont pas changé.

### États financiers pour la période close le 31 mars 2022

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2022, avec chiffres comparatifs du premier trimestre de 2021, ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*. Comme il est précisé à la note 2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021, il existe un doute important quant à la capacité de la Corporation de poursuivre son exploitation. Le problème de la continuité de l'exploitation a été éliminé pour les états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de 2022, car CTM a obtenu du financement externe pour permettre à la Corporation d'assurer le service de sa dette existante et financer les dépenses d'investissement futures nécessaires pour achever le PARTM.

CTM établit ses états financiers conformément aux PCGR des États-Unis. Pour consulter les états financiers de CTM pour le premier trimestre de 2022 selon les PCGR des États-Unis, visitez le [www.transmountain.com](http://www.transmountain.com). La note 19 des états financiers consolidés de la CDEV présente les résultats financiers de CTM selon les PCGR des États-Unis, les ajustements apportés aux états financiers pour convertir ces résultats en IFRS ainsi que les résultats financiers de CTM en IFRS, après consolidation avec ceux de la CDEV. Les principales différences de traitement comptable sont décrites à la note 19.

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 31 mars 2022 se sont établis à 203 millions de dollars, comparativement à des produits de 133 millions de dollars pour la période correspondante. Cette hausse s'explique en grande partie par une augmentation de 43 millions de dollars des produits tirés du transport et une augmentation de 21 millions de dollars des produits nets tirés du pétrole brut. L'augmentation des produits tirés du transport est principalement attribuable au renouvellement des contrats d'achat ferme 50, qui prévoyaient des primes plus élevées au titre de la capacité ferme. En outre, les tarifs ont été globalement plus élevés qu'à l'exercice précédent, et les livraisons de Westridge, qui portent généralement sur le pétrole brut lourd et qui imposent des tarifs plus élevés, ont augmenté. Ce facteur a été légèrement annulé par la baisse du débit du pipeline Puget. Les produits nets tirés du pétrole brut ont augmenté pour s'établir à 54 millions de dollars, comparativement à 33 millions de dollars pour la période correspondante, en raison d'une hausse de 84 % du prix réalisé du pétrole, partiellement contrebalancée par une baisse de 8 % des volumes de ventes et une hausse des charges liées aux redevances.

Le total des charges pour le trimestre, compte non tenu des charges financières, s'est établi à 108 millions de dollars, comparativement à 106 millions de dollars pour la période correspondante. La hausse est essentiellement attribuable à une augmentation de 4 millions de dollars des salaires et des avantages du personnel et de 2 millions de dollars des honoraires, contrebalancée par une diminution des charges d'exploitation du pipeline de 1 million de dollars et une baisse de la dotation aux amortissements de 3 millions de dollars.

La charge d'intérêts de 42 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2022 a diminué par rapport à celle de 44 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que la charge d'intérêts brute ait augmenté pour la période, la hausse a été compensée par une augmentation similaire des intérêts incorporés.

Nous avons comptabilisé un bénéfice net avant impôt sur le résultat de 54 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à une perte avant impôt de 17 millions de dollars pour la période correspondante, en raison essentiellement d'une augmentation de 70 millions de dollars du résultat d'exploitation de CTM et de la SGCH.

La charge d'impôts de 21 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2022 a augmenté de 12 millions de dollars par rapport à la période correspondante, en raison de la hausse du bénéfice.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté pour s'établir à 626 millions de dollars au 31 mars 2022, comparativement à 331 millions de dollars au 31 décembre 2021, en raison surtout de l'augmentation de 1 099 millions de dollars des prélèvements dans le Compte du Canada au cours de la période et des flux de trésorerie d'exploitation de 127 millions de dollars essentiellement générés par la SGCH et par CTM, contrebalancés par les dépenses d'investissement de 1 047 millions de dollars liées aux immobilisations corporelles se rapportant principalement au PARTM et le versement de dividendes de 80 millions de dollars.

Les débiteurs de 132 millions de dollars au 31 mars 2022 représentent une hausse de 26 millions de dollars par rapport à la clôture de l'exercice, essentiellement attribuable à l'augmentation du montant à recevoir au titre des ventes de pétrole brut.

Les immobilisations corporelles, qui s'établissent à 16 504 millions de dollars, se sont accrues de 1 989 millions de dollars depuis la clôture de l'exercice, surtout du fait des dépenses d'investissement de 2 032 millions de dollars, y compris les intérêts inscrits à l'actif, se rapportant principalement au PARTM, déduction faite de l'épuisement et de l'amortissement de 32 millions de dollars.

Les autres actifs non courants de 309 millions de dollars ont augmenté de 16 millions de dollars au 31 mars 2022 par rapport à la clôture de l'exercice, principalement en raison de la perception des droits prélevés sur les chargements de produits pétroliers en vrac liés au PARTM, qui sont payés trimestriellement à la Société d'intervention maritime de l'ouest du Canada et qui sont recouvrables auprès

## Rapport de gestion de la période close le 31 mars 2022 (suite)

---

des expéditeurs du PARTM au moment de la mise en service, et d'une augmentation des actifs des régimes de retraite.

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs de 1 198 millions de dollars ont augmenté de 292 millions de dollars depuis le 31 décembre 2021, du fait essentiellement d'une augmentation des dépenses d'investissement de CTM, qui se sont établies à 84 millions de dollars, contrebalancée par une réduction des retenues pour la construction de 23 millions de dollars essentiellement liées au PARTM. De plus, il y a eu une augmentation de 9 millions de dollars de l'impôt foncier à payer en raison du calendrier, et de 35 millions de dollars des autres dettes fournisseurs et charges à payer.

Les autres passifs non courants de 48 millions de dollars ont diminué de 8 millions de dollars en raison de la baisse des produits différés liés aux surcharges d'abandon du pipeline découlant de la perte latente sur le rendement des placements en fiducie, contrebalancée par les surcharges perçues.

Les emprunts ont augmenté à la fin de l'exercice, passant de 14 246 millions de dollars à 16 270 millions de dollars, en raison des prélèvements de 2 024 millions de dollars sur la facilité de crédit de construction. Le montant de 875 000 \$ a été présenté comme passif à court terme, car ce montant a été remboursé, intérêts compris, conformément aux modifications du prêt, EDC agissant à titre de mandataire pour le Compte du Canada.

États financiers consolidés résumés intermédiaires de

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT  
DES INVESTISSEMENTS DU CANADA**

Trimestre clos le 31 mars 2022

(non audité)

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

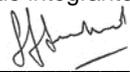
	31 mars 2022	31 décembre 2021
<b>Actifs</b>		
Actifs courants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	626 162 \$	330 545 \$
Clients et autres débiteurs (note 17)	131 500	105 549
Autres actifs courants	23 286	23 993
Placements détenus au titre d'obligations futures	2 357	2 006
	<u>783 305</u>	<u>462 093</u>
Actifs non courants :		
Immobilisations corporelles (note 5)	16 504 243	14 515 029
Goodwill (note 7)	1 015 862	1 015 862
Placements détenus au titre d'obligations futures	146 322	146 519
Trésorerie soumise à restrictions (note 4)	78 031	81 261
Placements soumis à restrictions	91 248	96 263
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 6)	110 622	124 582
Autres actifs	309 205	292 942
	<u>18 255 533</u>	<u>16 272 458</u>
	<u>19 038 838 \$</u>	<u>16 734 551 \$</u>
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
Passifs courants :		
Fournisseurs et autres créditeurs	1 198 205 \$	906 235 \$
Partie courante des emprunts (note 10)	875 000	-
Partie courante des obligations locatives (note 6)	59 929	66 803
Impôt à payer	4 260	1 276
Partie courante de la provision au titre des obligations de démantèlement (note 9 a) et b))	1 708	1 285
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	1 728	1 879
Autres passifs courants (note 8)	75 911	90 334
	<u>2 216 741</u>	<u>1 067 812</u>
Passifs non courants :		
Emprunts (note 10)	15 395 000	14 246 000
Impôt sur le résultat différé	560 091	540 619
Provision au titre des obligations de démantèlement (note 9 a) et b))	588 285	596 552
Obligations locatives (note 6)	66 405	71 637
Provision au titre de la remise en état d'un site (note 9 c))	3 654	4 208
Obligation au titre des prestations définies	53 981	75 405
Autres passifs non courants	47 716	56 449
	<u>16 715 132</u>	<u>15 590 870</u>
Capitaux propres :		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	603 294
Réserve au titre de la PBN (note 11)	28 084	19 455
Déficit accumulé	(546 192)	(549 733)
Cumul des autres éléments du résultat global	21 778	2 852
	<u>106 965</u>	<u>75 869</u>
	<u>19 038 838 \$</u>	<u>16 734 551 \$</u>

Événement postérieur à la date de clôture (note 21)

Engagements (note 15)

Éventualités (note 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du Conseil : , administrateur , administrateur

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2022	2021
<b>Produits :</b>		
Produits tirés du transport (note 14)	126 494 \$	83 211 \$
Produits nets tirés du pétrole brut (note 13)	54 430	33 497
Revenus locatifs (note 14)	17 606	15 857
Autres produits	4 936	826
	203 466	133 391
<b>Autres produits :</b>		
Frais d'utilisation des installations et frais de traitement	460	(77)
Profits de change	262	210
	204 188	133 524
<b>Charges :</b>		
Épuisement et amortissement (notes 5 et 6)	31 651	34 614
Charges d'exploitation du pipeline (note 14)	39 745	40 574
Exploitation, transport et commercialisation du pétrole brut (note 13)	6 018	5 657
Salaires et avantages du personnel	26 190	22 050
Honoraires professionnels	4 134	1 719
Pertes de change	1 725	597
Révision d'estimations relativement à la provision au titre de la remise en état d'un site (note 9)	(258)	(31)
Autres charges administratives (recouvrement)	(1 151)	766
	108 054	105 946
<b>Charges financières (produits financiers) :</b>		
Charge d'intérêts (note 10)	40 970	43 822
Produits d'intérêts	(2 048)	(1 744)
Désactualisation des provisions (note 9)	2 718	2 121
	41 640	44 199
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt sur le résultat</b>	54 494	(16 621)
<b>Impôt sur le résultat :</b>		
Exigible	8 639	6 135
Différé	12 314	1 957
	20 953	8 092
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	33 541 \$	(24 713) \$
<b>Autres éléments du résultat global :</b>		
<i>Éléments pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net</i>		
Écart de conversion	(3 230)	(3 664)
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>		
Réévaluations des obligations au titre des prestations définies	22 156	20 023
	18 926	16 359
<b>Résultat global</b>	52 467 \$	(8 354) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres  
(non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2022	2021
<b>Capital social</b>		
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	603 294	603 294
<b>Réserve au titre de la participation au bénéfice net</b>		
Solde à l'ouverture de la période	19 455	11 832
Provision au titre de la PBN – ajout pour la période	-	(5 169)
PBN reçue	58 629	45 769
Dividendes	(50 000)	(18 000)
Solde à la clôture de la période	28 084	34 432
<b>Déficit accumulé</b>		
Solde à l'ouverture de la période	(549 733)	(414 353)
Bénéfice net (perte nette)	33 541	(24 713)
Dividendes	(30 000)	(28 000)
Solde à la clôture de la période	(546 192)	(467 066)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global</b>		
Solde à l'ouverture de la période	2 852	(23 185)
Autres éléments du résultat global	18 926	16 359
Solde à la clôture de la période	21 778	(6 826)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>106 965 \$</b>	<b>163 835 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie (non audité)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	2022	2021
	31 mars	
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes</b>		Note 20
<b>Activités d'exploitation :</b>		
Bénéfice net (perte nette)	33 541 \$	(24 713) \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Épuisement et amortissement	31 651	34 614
Perte sur actifs	(277)	-
Charge d'impôt sur le résultat	20 953	8 092
Produit d'intérêts	(2 048)	(1 744)
Variation nette des prestations définies	565	907
Charge d'intérêts liée aux contrats de location	987	380
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	(258)	(31)
Profits de change latents sur les contrats de location	-	4
Désactualisation des provisions	2 718	2 121
Païement au titre des obligations locatives, portion en intérêts	(987)	(1 132)
Intérêts reçus	2 048	1 744
Provisions réglées	(459)	4
Impôt sur le résultat payé	(5 655)	(5 436)
	82 779	14 810
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 12)	173 677	113 698
	256 456	128 508
<b>Activités de financement :</b>		
Produit des emprunts	2 024 000	925 000
Dividendes payés	(80 000)	(46 000)
PBN reçue	58 629	45 769
Remboursements versés au titre de la PBN	-	(41 195)
Païement au titre des obligations locatives, portion en capital	(14 714)	(6 898)
	1 987 915	876 676
<b>Activités d'investissement :</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 943 114)	(896 331)
Dépenses liées aux logiciels à usage interne	(2 476)	(776)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	3 230	(1 022)
Acquisition de placements soumis à restrictions	(5 986)	(3 136)
Variation des placements détenus au titre d'obligations futures	(154)	7 079
	(1 948 500)	(894 186)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie	(254)	(941)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	295 617	110 057
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	330 545	345 577
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>626 162 \$</b>	<b>455 634 \$</b>
<b>Représenté par :</b>		
Trésorerie	575 099	455 634
Équivalents de trésorerie	51 063	-
	626 162 \$	455 634 \$

Le total des intérêts et des commissions d'attente payés sur les emprunts se chiffrait à 1 118 \$ (1 143 \$ en 2021).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. Entité présentant l'information financière

La Corporation se compose de sa société mère, La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV »), et de ses filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH »), Financière Canada TMP Ltée (« Financière TMP ») et la Corporation Trans Mountain (la « CTM »). La filiale Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada (la « CFUEC ») n'est pas consolidée.

### Société mère

La Corporation de développement des investissements du Canada a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

En juillet 2015, la CDEV a reçu un décret (C.P. 2015-1107), en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales. En octobre 2015, la CDEV avait harmonisé ses politiques, lignes directrices et pratiques et continuera de rendre compte de l'état de la mise en œuvre de cette instruction dans son plan d'entreprise.

En août 2019, le gouvernement du Canada a transféré à la CDEV ses activités de gestion des accords de participation au bénéfice net (la « PBN ») et de participation accessoire au bénéfice net (la « PABN ») dans le cadre du projet de développement Hibernia, lesquelles relevaient auparavant de Ressources naturelles Canada. Se reporter à la note 4 v) pour de plus amples renseignements.

Le 10 mai 2020, un décret (P.C. 2020-305) donnant instruction à la CDEV, en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de constituer une filiale, et de prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'administration par la filiale d'un programme de soutien au crédit pour les grandes entreprises canadiennes en réponse à l'urgence relative à la COVID-19, conformément à toute instruction pouvant être donnée à cette filiale. Le 11 mai 2020, la CFUEC a été constituée conformément au décret en question. La CFUEC a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, pour administrer, approuver et financer les transactions conformément aux modalités approuvées par le ministre des Finances relativement au programme de Crédit d'urgence pour les grands employeurs (le « programme de CUGE » ou le « CUGE »), qui a été conçu pour fournir un financement intermédiaire aux plus grands employeurs du Canada en réponse à l'urgence sanitaire de la COVID-19. La CFUEC est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. Entité présentant l'information financière (suite)

Le siège social de la CDEV est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

### Filiales

La Corporation Trans Mountain et Financière Canada TMP Ltée ont été constituées en 2018 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les sociétés sont assujetties à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et sont mandataires de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. CTM est également assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

CTM possède et exploite le réseau pipeline Trans Mountain (le « réseau TMPL »), le pipeline de Puget Sound (le « pipeline Puget ») ainsi que certains droits, conceptions, immobilisations corporelles et contrats de construction liés à l'agrandissement du réseau TMPL, appelé projet d'agrandissement du réseau pipeline Trans Mountain (le « PARTM »).

Financière TMP est la société mère de CTM. Avant que le financement de tiers ne soit garanti, elle fournissait à CTM du financement sous forme d'emprunts et de capitaux propres, lesquels sont financés au moyen d'emprunts auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, et qui sont administrés par Exportation et développement Canada (« EDC »). Se reporter à la note 18 pour de plus amples renseignements sur les emprunts.

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Suite à la vente des actions de Cameco et à la reprise d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des obligations au titre des prestations de retraite définies.

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »), un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. Le projet Hibernia comprend le champ pétrolifère original du projet Hibernia, dans lequel la SGCH détient une participation directe de 8,5 %, et le secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »), dans lequel la SGCH détient présentement une participation directe de 5,67 %. La participation directe détenue par la SGCH dans le secteur unitaire du PSH est assujettie à des ajustements conformément aux dispositions applicables de l'entente du secteur unitaire du PSH. Par suite de la mise en œuvre par l'exploitant de la première réévaluation dans le secteur unitaire du PSH, la participation directe de la SGCH a augmenté, passant de 5,63 % à 5,67 %, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> mars 2021. Le projet Hibernia revêt une importance stratégique pour la SGCH, puisqu'il constitue l'unique activité générant la totalité des produits tirés du pétrole brut.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. Entité présentant l'information financière (suite)

### Filiales (suite)

Un compte est maintenu au nom des propriétaires de participations directes dans le projet de développement Hibernia et le secteur unitaire du PSH par son exploitant, respectivement Société d'exploitation et de développement d'Hibernia Itée (la « SEDH ») et ExxonMobil Canada Properties, agissant à titre de mandataire (un « compte conjoint »). Toutes les dépenses conjointes liées au projet sont imputées au compte conjoint, lequel est détenu et financé par les participants selon leurs participations directes.

## 2. Base d'établissement

### a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables aux périodes intermédiaires, notamment la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le 18 février 2022, la vice-première ministre et ministre des Finances a réaffirmé l'engagement du gouvernement du Canada à achever le PARTM. Toutefois, la ministre a fait savoir que la Corporation devait obtenir du financement externe pour financer les coûts restants du projet. Cette annonce a créé une incertitude significative qui jette un doute important sur la capacité de la Corporation à poursuivre ses activités à la date de publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Par la suite, cette incertitude significative a été résolue. Le 29 avril 2022, CTM a conclu une facilité d'un an auprès d'un consortium de tiers prêteurs pour un montant de 10,0 G\$, ce qui fournit des fonds suffisants pour que la Corporation respecte ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Se reporter à la note 21 pour obtenir plus de renseignements sur le financement externe.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires le 19 mai 2022.

### b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique.

### c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle des activités de la Corporation, à l'exception du pipeline Puget, dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, à l'exception des méthodes comptables qui ont été modifiées par suite de l'adoption de nouvelles normes, modifications et interprétations comptables en date du 1<sup>er</sup> janvier 2022, comme il est décrit ci-après. De plus, la charge d'impôts sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée au moyen du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total annuel.

### a) Changements de méthodes comptables

Certaines normes, modifications de normes et interprétations comptables publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et présentées dans le *Manuel de CPA Canada*, sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de l'exercice à l'étude et ont été adoptées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2022, conformément aux dispositions transitoires applicables. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Corporation.

### b) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour établir les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation, la direction doit exercer son jugement et faire des estimations et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être très différents de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel elle est effectuée et dans les exercices futurs touchés par la révision. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont les mêmes que ceux qui sont présentés à la note 3 y) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

## 4. Trésorerie soumise à restrictions

	31 mars 2022	31 décembre 2021
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM au titre des coûts d'abandon futurs	4 \$	3 234 \$
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de CTM	68 327	68 327
Trésorerie soumise à restrictions – détenue par CTM à titre de garantie	1 200	1 200
Trésorerie soumise à restrictions – lettres de crédit de la SGCH	8 500	8 500
	78 031 \$	81 261 \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 5. Immobilisations corporelles

	Travaux de construction en cours	Pipeline	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production	TOTAL
<b>Coût</b>				
Solde au 31 décembre 2020	5 659 589 \$	3 604 696 \$	592 175 \$	9 856 460 \$
Entrées	5 501 760	-	7 503	5 509 263
Transferts	(51 498)	51 498	-	-
Ajustements de démantèlement	-	-	(34 121)	(34 121)
Décomptabilisation	-	(22 193)	(1 089)	(23 282)
Variation des cours de change	7	(1 249)	-	(1 242)
Solde au 31 décembre 2021	11 109 858 \$	3 632 752 \$	564 468 \$	15 307 078 \$
Entrées	2 030 608	-	1 518	2 032 126
Transferts	(1 248)	1 248	-	-
Ajustements de démantèlement	-	-	(9 929)	(9 929)
Décomptabilisation	-	(856)	-	(856)
Variation des cours de change	(17)	(4 143)	-	(4 160)
Solde au 31 mars 2022	13 139 201 \$	3 629 001 \$	556 057 \$	17 324 259 \$
<b>Épuisement et amortissement cumulé</b>				
Solde au 31 décembre 2020	- \$	239 533 \$	447 137 \$	686 670 \$
Épuisement et amortissement	-	103 889	25 092	128 981
Décomptabilisation	-	(21 965)	(1 644)	(23 609)
Variation des cours de change	-	7	-	7
Solde au 31 décembre 2021	- \$	321 464 \$	470 585 \$	792 049 \$
Épuisement et amortissement	-	26 151	3 412	29 563
Décomptabilisation	-	(1 134)	-	(1 134)
Variation des cours de change	-	(462)	-	(462)
Solde au 31 mars 2022	- \$	346 019 \$	473 997 \$	820 016 \$
<b>Valeurs comptables</b>				
31 décembre 2021	11 109 858 \$	3 311 288 \$	93 883 \$	14 515 029 \$
31 mars 2022	13 139 201 \$	3 282 982 \$	82 060 \$	16 504 243 \$

Au 31 mars 2022, les coûts qui se rapportent aux actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production sujets au calcul de l'épuisement et de l'amortissement incluent des coûts de mise en valeur futurs de 387 607 \$ (389 100 \$ au 31 décembre 2021). Pour des renseignements sur les ajustements de démantèlement, se reporter à la note 9, Provisions.

Pour la période close le 31 mars 2022, des intérêts de 138 732 \$ ont été capitalisés au coût des immobilisations corporelles se rapportant aux travaux de construction en cours liés au pipeline (70 336 \$ en 2021).

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 5. Immobilisations corporelles (suite)

Au 31 mars 2022, une évaluation des indices de dépréciation des UGT de la Corporation a été effectuée. Les indices de dépréciation comprennent (sans toutefois s'y limiter) des changements importants ayant un effet négatif sur la Corporation, qui ont eu lieu au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir dans le marché ou l'environnement économique où la Corporation exerce ses activités.

Aucun indice de dépréciation des actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production n'a été relevé au 31 mars 2022 et au 31 décembre 2021 et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

## 6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location

La Corporation loue certains actifs, notamment des immeubles de bureaux, des terrains et du matériel.

La catégorie « matériel » comprend la quote-part de la Corporation attribuable à sa participation directe dans trois navires de soutien loués par la SEDH au nom des propriétaires du projet Hibernia. Les contrats de location sont assortis de paiements mensuels fixes et sont en vigueur jusqu'en 2027. Les contrats de location visant du matériel comprennent également du matériel de camp de construction, une sous-station électrique, des véhicules et du matériel de bureau.

La catégorie « terrains » comprend la location d'un espace au terminal portuaire de Westridge, qui se compose d'une superficie de terres et d'une surface d'eau, ainsi que de terrains destinés à des stations de pompage et à des constructions temporaires. La durée des contrats de location connexes s'étend jusqu'en 2105.

La catégorie « bâtiments » comprend les paiements mensuels fixes au titre de la location qui sont effectués à l'égard de locaux d'immeubles de bureaux de la Corporation situés en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario. La durée des contrats de location s'étend jusqu'en 2025.

Certains contrats comportent des options de renouvellement. La Corporation n'a pas la certitude raisonnable qu'elle exercera ces options, et l'exercice de celles-ci dépendra de l'évolution du marché et des besoins de la Corporation au moment où ces options pourront être exercées. Certains contrats de location sont assujettis à des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (l'« IPC »), l'obligation locative étant réévaluée lorsque l'IPC varie. De plus, certains contrats de location immobiliers comportent des paiements variables au titre de la location qui sont liés aux coûts d'exploitation.

La Corporation n'est pas exposée à un risque potentiel de sorties de trésorerie additionnelles importantes qui ne sont pas déjà reflétées dans le montant présenté des obligations locatives, mis à part certaines pénalités pour résiliation que la Corporation n'a pas la certitude raisonnable de devoir verser au 31 mars 2022.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 6. Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

État de la situation financière :

Le tableau qui suit présente les actifs au titre de droits d'utilisation :

	Matériel et véhicules	Terrains et bâtiments	Total
31 décembre 2020	21 249 \$	74 278 \$	95 527 \$
Entrées	87 642	14 959	102 601
Modifications de contrats de location	364	(35)	329
Avantages incitatifs	-	(5 970)	(5 970)
Amortissement	(47 462)	(20 436)	(67 898)
Change	(7)	-	(7)
31 décembre 2021	61 786 \$	62 796 \$	124 582 \$
Entrées	688	2 681	3 369
Modifications de contrats de location	(733)	(5)	(738)
Amortissement	(11 240)	(5 330)	(16 570)
Change	(21)	-	(21)
31 mars 2022	50 480 \$	60 142 \$	110 622 \$

Les obligations locatives se présentent comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2022	Exercice clos le 31 décembre 2021
Obligations locatives, solde d'ouverture	138 440 \$	97 783 \$
Entrées	3 369	99 228
Modifications de contrats de location	(738)	329
Charge d'intérêts	1 436	7 244
Paiements au titre de la location	(16 149)	(66 136)
Fluctuations des cours de change	(24)	(8)
Obligations locatives, solde de clôture	126 334 \$	138 440 \$
Partie courante	59 929 \$	66 803 \$
Partie non courante	66 405	71 637
	126 334 \$	138 440 \$

Analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés contractuels :

	2022	De 2023 à 2026	Par la suite	Total
Obligations locatives	54 840 \$	39 412 \$	107 619 \$	201 871 \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 6 Actifs au titre de droits d'utilisation et contrats de location (suite)

État du résultat global et tableau des flux de trésorerie :

	31 mars 2022	31 mars 2021
État du résultat global :		
Intérêts sur les obligations locatives	1 436 \$	1 132 \$
Moins : les intérêts inscrits à l'actif	(449)	(752)
Intérêts sur les obligations locatives, montant net	987	380
Tableau des flux de trésorerie :		
Total des sorties de fonds au titre des contrats de location	(16 149) \$	(8 030) \$

### Bailleur

Les contrats de location simple dont la Corporation est le bailleur se rapportent à des réservoirs de stockage appartenant à la Corporation et des logements situés le long de l'emprise du pipeline ou à proximité de stations de pompage. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les produits locatifs tirés des contrats de location simple de réservoirs de stockage comptabilisés dans les « Produits locatifs » se sont établis à 17 606 \$ (15 857 \$ en 2021), et ils comprennent les paiements au titre de la location variables décrits ci-dessus, et les produits locatifs liés à l'exploitation de logements aux termes de contrats de location simple comptabilisés dans les « Autres produits » ont totalisé 66 \$ (54 \$ en 2021).

## 7. Goodwill

a) Les variations de la valeur comptable nette du goodwill sont présentées dans le tableau suivant :

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2021	1 015 781 \$
Incidence des fluctuations du change	81
Solde au 31 décembre 2021	1 015 862
Incidence des fluctuations du change	-
Solde au 31 mars 2022	1 015 862 \$

b) Test de dépréciation

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill a été affecté à l'UGT de CTM. La valeur recouvrable de cette UGT est fondée sur la juste valeur de l'unité d'exploitation, laquelle est estimée à l'aide d'une méthode par le résultat en fonction des flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la juste valeur requiert l'utilisation de données d'entrée non observables importantes indiquant une évaluation au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, y compris des hypothèses liées au taux d'actualisation, au calendrier et au coût d'achèvement du PARTM, et à la mesure dans laquelle les flux de trésorerie seront réinvestis à la fin des contrats du PARTM initiaux. Au 31 mars 2022, une évaluation des indices de dépréciation des UGT de la Corporation a été effectuée. Il n'y a eu aucun changement important dans les activités en cours de CTM ou dans les travaux de construction du PARTM qui pourraient indiquer une dépréciation. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué au 31 mars 2022.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 8. Autres passifs courants

	31 mars 2022	31 décembre 2021
Primes au quai	61 773 \$	76 556 \$
Coûts environnementaux à payer	4 915	6 419
Obligation au titre des prestations définies	1 540	1 540
Autres	7 683	5 819
	75 911 \$	90 334 \$

## 9. Provisions

La variation des provisions au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présente comme suit :

	Obligations de démantèlement			Remise en état d'un site
	Pipeline	Puits et installations	Total	
Solde au 31 décembre 2020	470 432 \$	150 782 \$	621 214 \$	6 806 \$
Provisions additionnelles	-	-	-	1 288
Modifications des estimations	-	(19 363)	(19 363)	(1 050)
Obligations réglées	-	(27)	(27)	(911)
Variation du taux d'actualisation	-	(14 758)	(14 758)	(58)
Incidence des fluctuations du change	(174)	-	(174)	-
Désactualisation	8 274	2 671	10 945	12
Solde au 31 décembre 2021	478 532 \$	119 305 \$	597 837 \$	6 087 \$
Provisions additionnelles	-	-	-	-
Modifications des estimations	-	7 262	7 262	-
Obligations réglées	-	(1)	(1)	(458)
Variation du taux d'actualisation	-	(17 191)	(17 191)	(258)
Incidence des fluctuations du change	(620)	-	(620)	-
Désactualisation	2 009	697	2 706	11
Solde au 31 mars 2022	479 921 \$	110 072 \$	589 993 \$	5 382 \$
Partie courante	- \$	1 708 \$	1 708 \$	1 728 \$
Partie non courante	479 921	108 364	588 285	3 654
	479 921 \$	110 072 \$	589 993 \$	5 382 \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 9. Provisions (suite)

### a) Provision au titre des obligations de démantèlement des puits et des installations

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la Corporation dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La Corporation estime que le passif futur non actualisé totalisait 188 821 \$ au 31 mars 2022 (175 439 \$ au 31 décembre 2021). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction du calendrier prévu d'abandon, qui s'échelonne actuellement jusqu'en 2049, en fonction de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 31 mars 2022 selon un taux d'inflation moyen de 2,00 % (1,59 % au 31 décembre 2021) et a été actualisée selon un taux sans risque moyen de 2,37 % (1,59 % au 31 décembre 2021).

### b) Provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines

La provision au titre des obligations de démantèlement des actifs liés aux pipelines est fondée sur les estimations des coûts d'abandon établies par la direction. Au 31 mars 2022, cette provision, actualisée à un taux sans risque de 2,37 % (1,68 % au 31 décembre 2021) était estimée à 479 921 \$ (478 532 \$ en 2021). Le montant non actualisé du passif de démantèlement est estimé à 4 627 849 \$ (2 400 000 \$ au 31 décembre 2021), compte tenu d'un taux d'inflation de 2,37 % (1,68 % au 31 décembre 2021) et d'une durée d'utilité résiduelle attendue de 97 ans.

La provision au titre des obligations de démantèlement reflète les flux de trésorerie actualisés qui devraient être affectés au démantèlement du réseau de pipelines de CTM. La durée d'utilité économique des actifs couverts par l'obligation de démantèlement est estimée à 97 ans. La durée d'utilité économique estimée sert à déterminer les flux de trésorerie non actualisés au moment du démantèlement et reflète le calendrier attendu des sorties de fonds au titre de la provision.

### c) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. La provision au titre de la remise en état d'un site à la date de clôture est liée au démantèlement d'un ancien site minier. La responsabilité de la surveillance et de la gestion de ce site incombe à Cameco. CEI comptabilise ces coûts selon des estimations que lui fournit Cameco. Ces estimations sont fondées sur des variables et des hypothèses qui sont incertaines, notamment le temps nécessaire à l'achèvement des travaux et les coûts à engager au cours de cette période. Les coûts sont estimés sur une période se terminant en 2025 (2023 en 2021). L'estimation des coûts de remise en état futurs du site a été actualisée au taux de 2,27 % (0,95 % au 31 décembre 2021), et un taux d'inflation de 2,0 % (0,95 % au 31 décembre 2021) a été utilisé pour calculer la provision au 31 mars 2022. L'estimation actuelle des coûts comptabilisés s'établissait à 5 382 \$ au 31 mars 2022 (6 087 \$ au 31 décembre 2021).

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 10. Emprunts

Le 29 août 2018, la Corporation, par l'intermédiaire de Financière TMP, a conclu des conventions de crédit avec Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Les facilités font partie du Compte du Canada du gouvernement, qui est administré par EDC. Le 25 mars 2019, la Corporation a conclu avec la Régie une convention de crédit modifiée qui lui permet d'emprunter des fonds qui serviront à fournir les sûretés financières que pourrait exiger la Régie. La facilité d'acquisition a servi à financer l'acquisition des entités du réseau TMPL. La facilité de construction est utilisée principalement pour financer la construction du PARTM. La facilité de la Régie permet à la Corporation d'emprunter des fonds qui serviront à fournir les sûretés financières que pourrait exiger la Régie au titre du pipeline Trans Mountain.

Les emprunts sont remboursables à leurs dates d'échéance respectives. Avec prise d'effet le 29 mars 2021, les dates d'échéance de toutes les facilités d'emprunt ont été modifiées pour le 29 août 2025. Le tableau suivant présente le détail des facilités au 31 mars 2022 :

Facilité	Total du crédit disponible au 31 mars 2022	Encours au 31 mars 2022	Encours au 31 décembre 2021	Taux d'intérêt sur les montants utilisés	Commissions d'attente sur les montants inutilisés	Date d'échéance
Acquisition	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4 670 000 \$	4,7 %	0,65 %	29 août 2025
Construction a)	13 500 000	11 600 000	9 576 000	4,7 %	0,65 %	29 août 2025
Régie*	500 000	-	-	4,7 %	0,30 %	29 août 2025
	<b>16 270 000 \$</b>	<b>14 246 000 \$</b>				
Présenté comme suit :						
<b>Courant</b>		875 000				
<b>Non courant</b>		15 395 000				

\* Auparavant connue sous le nom de la facilité de l'ONE.

a) La disponibilité des fonds aux termes de la facilité de crédit de construction est limitée au pouvoir d'emprunt autorisé par la ministre des Finances. Le 30 juillet 2019, une convention de crédit modifiée conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, par l'intermédiaire du compte géré par EDC, et Financière Canada TMP Ltée a été exécutée. La limite de la facilité de construction a été augmentée en janvier 2020, pour être portée à 4 000 000 \$ jusqu'au 31 décembre 2020, ainsi qu'il est précisé dans une lettre révisée attestant le pouvoir d'emprunt, reçue de la ministre des Finances. Le 1<sup>er</sup> octobre 2020, une deuxième convention modifiée a été conclue pour augmenter le crédit disponible aux termes de la facilité de construction à 5,1 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> octobre 2020, puis à 6,1 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Le 29 mars 2021, une autre modification a été apportée afin d'augmenter le crédit disponible sur la facilité de construction pour le porter à 9,14 milliards de dollars, en cours à tout moment avant le 31 décembre 2021, et à 9,6 milliards de dollars, en cours à tout moment avant le 31 mars 2022. Le 3 décembre 2021, une modification supplémentaire a été apportée afin d'augmenter le crédit disponible sur la facilité de construction pour le porter à 11,6 milliards de dollars en tout temps à partir du 31 mars 2022 et avant le 31 mars 2022.

Le 31 mars 2022, des modifications ont été apportées à la facilité de construction afin de permettre des prélèvements à concurrence de 13,5 milliards de dollars jusqu'au 30 juin 2022.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 10. Emprunts (suite)

En outre, les modifications apportées au 31 mars 2022 à la facilité de construction comportent l'exigence de rembourser les avances accordées par EDC à titre de mandataire pour le Compte du Canada en vertu de toute demande de financement effectuée après le 18 février 2022. Après la clôture de la période, soit le 29 avril 2022, CTM a conclu un financement externe et toutes les avances versées à Financière TMP par EDC après le 18 février 2022 ont été remboursées, y compris les intérêts. Après le remboursement, le crédit disponible à l'égard des prélèvements en trésorerie a été réduit à néant. À compter de la date de paiement des intérêts du 30 juin 2022, tous les intérêts seront payés en nature et seront ajoutés au solde de l'emprunt.

Le total de la charge d'intérêts pour les périodes closes les 31 mars se compose des éléments suivants :

	2022	2021
Intérêts sur les emprunts	178 193 \$	113 247 \$
Intérêts sur les contrats de location	1 022	380
Intérêts inscrits à l'actif	(138 762)	(70 335)
Commissions d'attente	517	530
	40 970 \$	43 822 \$

Le taux de capitalisation utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt à inscrire à l'actif est le taux d'intérêt moyen pondéré applicable aux emprunts généraux de la Corporation au cours de la période de 4,7 % (4,7 % en 2021).

## 11. Réserve au titre de la participation au bénéfice net

Au cours de la période, les versements reçus au titre de la PBN ont totalisé 62 820 \$, dont une tranche de 4 191 \$ a été reçue de la SGCH et éliminée lors de la consolidation (49 798 \$, dont une tranche de 4 029 \$ a été éliminée, en 2021).

## 12. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 31 mars se présente comme suit :

	2022	2021
Clients et autres débiteurs	(25 951) \$	37 773 \$
Stocks	519	(790)
Autres actifs courants	582	(325)
Charges différées et autres actifs	(9 734)	21 286
Fournisseurs et autres créditeurs	114 379	26 709
Intérêts à payer	177 591	112 627
Autres passifs courants	(14 423)	(18 193)
Autres passifs non courants	2 268	2 191
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	245 231 \$	181 278 \$
Liée aux :		
Activités d'exploitation	173 677 \$	113 698 \$
Activités d'investissement	71 554	67 580
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	245 231 \$	181 278 \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 12. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

Les dépenses en immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	2022	2021
Entrées d'immobilisations corporelles (note 5)	(2 032 126) \$	(973 513) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	74 030	68 356
Amortissement et incitatifs liés aux contrats de location inscrits au coût de l'actif	14 982	8 826
Sorties de trésorerie liées aux dépenses en immobilisations corporelles	(1 943 114) \$	(896 331) \$

## 13. Produits nets tirés du pétrole brut et charges d'exploitation, de transport et de commercialisation

a) Les produits nets tirés du pétrole brut pour les périodes closes les 31 mars se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2022	2021
Ventes de pétrole brut	76 583 \$	45 375 \$
Moins les redevances	(22 153)	(11 878)
Produits nets tirés du pétrole brut	54 430 \$	33 497 \$

b) Les ventes de pétrole sont la seule source de produits tirés des contrats conclus avec des clients de la SGHC. Les ventes de pétrole brut selon le marché géographique se détaillent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2022	2021
États-Unis	58 772 \$	40 113 \$
Europe	17 811	-
Amérique du Sud	-	5 262
	76 583 \$	45 375 \$

c) Les charges d'exploitation, de transport et de commercialisation étaient les suivantes :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2022	2021
Charges d'exploitation liées au projet Hibernia	5 077 \$	4 010 \$
Transport et transbordement du pétrole brut	855	1 549
Commercialisation du pétrole brut	86	98
Total des charges d'exploitation, de transport et de commercialisation	6 018 \$	5 657 \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 14. Produits et charges d'exploitation liés au pipeline

Pour les périodes closes les 31 mars, les produits et les charges d'exploitation du pipeline, répartis par source et par type de produits, se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2022	2021
Produits tirés du transport	126 494 \$	83 211 \$
Revenus locatifs	17 606	15 857
Autres produits	1 186	676
<b>Total</b>	<b>145 286 \$</b>	<b>99 744 \$</b>
Charges d'exploitation du pipeline	39 745 \$	40 574 \$
Salaires et avantages du personnel	25 312	21 139
Autres charges générales et administratives	74	1 361
<b>Total des charges d'exploitation, exclusion faite des charges financières et de l'amortissement</b>	<b>65 131 \$</b>	<b>63 074 \$</b>

Les produits tirés de l'exploitation du pipeline sont générés principalement au Canada, moins de 10 % étant générés à l'extérieur du pays.

## 15. Engagements

Les engagements de la Corporation au 31 mars 2022 sont résumés dans le tableau ci-après :

	Reste de 2022	De 2023 à 2026	Par la suite	Total
Transport du pétrole brut et services de transbordement	2 923 \$	18 298 \$	17 043 \$	38 264 \$
Contrats liés au projet Hibernia	1 377	1 805	2 512	5 694
Immobilisations corporelles liées aux pipelines	55 362	-	-	55 362
Autres engagements au titre de l'exploitation	16	1 290	5 005	6 311
<b>Total des engagements</b>	<b>59 678 \$</b>	<b>21 393 \$</b>	<b>24 560 \$</b>	<b>105 631 \$</b>

## 16. Éventualités

Dans le cours normal de leurs activités, la Corporation ou ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro, dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

Le PARTM a été visé par un certain nombre d'actions en justice visant à contester l'approbation du PARTM par le gouvernement fédéral.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 16. Éventualités (suite)

À la suite de la résiliation du contrat général de construction (le « Contrat ») conclu avec l'entrepreneur général en construction pour les tronçons 1, 4B et 6, l'entrepreneur général en construction a présenté à la Corporation une contestation relativement à des montants qu'elle affirme lui être dus aux termes de la résiliation dudit Contrat. La Corporation a répondu en exposant sa position selon laquelle la Corporation a droit au remboursement par l'entrepreneur général en construction des frais occasionnés par les événements ayant mené à la résiliation. Les parties ont toutes deux fait connaître leur position, cependant, le montant du règlement final ne peut être raisonnablement estimé.

## 17. Risques auxquels est exposée la Corporation

De par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. La nature et l'ampleur des risques découlant des actifs et des passifs financiers de la Corporation sont décrites dans les notes afférentes à ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2021. La CDEV est exposée à des risques financiers, notamment le risque de marché associé aux prix des marchandises, aux cours de change et aux taux d'intérêt, ainsi que le risque de crédit, le risque lié aux contrats et le risque de liquidité.

### a) Risque de crédit et risque contractuel

Le risque de crédit et le risque contractuel s'entendent du risque que la Corporation subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations contractuelles, et il découle principalement des clients et autres débiteurs de la Corporation. Une exposition importante à ce risque est liée à la vente de pétrole brut et à la vente de cargaisons de pétrole en vertu de contrats conclus avec des clients.

- i. Pour ses contrats de vente de pétrole brut, la Corporation a jugé que le risque de non-recouvrement des fonds était faible, puisqu'elle partage les cargaisons avec son agent de commercialisation, qu'elle ne conclut généralement des contrats qu'avec d'importants acheteurs dont la solvabilité a été évaluée adéquatement avant la signature du contrat et qu'elle utilise, le cas échéant, des outils pour atténuer le risque de crédit selon les modalités de ses ententes de commercialisation. L'agent de commercialisation de la SGCH assure une surveillance du crédit pour tous les acheteurs.
- ii. Pour les ventes de cargaisons de pétrole, la Corporation limite son exposition au risque de crédit en exigeant des expéditeurs dont la solvabilité ou la situation financière est inadéquate qu'ils fournissent une sûreté acceptable généralement sous forme de garanties de parties ayant un bon dossier de crédit ou de lettres de crédit d'institutions financières bien cotées. La majorité des clients de la Corporation opèrent dans les secteurs de l'exploration et de la mise en valeur pétrolière et gazière, de la commercialisation de l'énergie ou du transport. Il peut y avoir exposition aux baisses à long terme des prix des marchandises énergétiques, y compris le prix du pétrole brut, et à l'instabilité économique résultant de ces événements ou d'autres événements de crédit ayant une incidence sur ces industries et sur la capacité des clients à payer pour des services.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

### a) Risque de crédit et risque contractuel (suite)

Au 31 mars 2022 et au 31 décembre 2021, aucun débiteur important n'était en souffrance ou déprécié.

Les clients et autres débiteurs de la Corporation comprennent les montants suivants :

	31 mars 2022	31 décembre 2021
Contrats conclus avec des expéditeurs utilisant le pipeline	40 404 \$	29 223 \$
Contrats conclus avec des clients du pétrole brut	40 470	14 001
Partenariat Hibernia	2 296	2 399
Crédits de taxe sur les intrants (TPS/TVH)	39 956	55 477
Autres	8 374	4 449
<b>Clients et autres débiteurs</b>	<b>131 500 \$</b>	<b>105 549 \$</b>
Montant non réglé depuis plus de 90 jours	2 988 \$	2 822 \$

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie soumise à restrictions et des placements soumis à restrictions ainsi que des placements qui sont détenus au titre des soldes des obligations futures représente l'exposition maximale au risque de crédit.

La trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie soumise à restrictions et des placements soumis à restrictions ainsi que des placements qui sont détenus au titre des soldes des obligations futures sont confiés à de grandes banques à charte et institutions financières canadiennes ou au gouvernement du Canada. Tous les équivalents de trésorerie et les placements sont acquis auprès d'émetteurs présentant une note de crédit de R1 Élevée décernée par Dominion Bond Rating Service.

Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues au titre de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements était négligeable au 31 mars 2022.

La Corporation n'a enregistré aucune perte de valeur réelle au cours des périodes closes les 31 mars 2022 et 2021.

### b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Corporation ne puisse pas remplir ses engagements de service ou d'autres obligations financières à leur échéance. Pour gérer ce risque, la Corporation s'assure, dans la mesure du possible, d'avoir suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations lorsqu'elles deviendront exigibles.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

### b) Risque de liquidité (suite)

La Corporation effectue des prévisions des besoins en trésorerie pour s'assurer qu'elle dispose d'un financement suffisant pour régler ses passifs financiers à leur échéance. Les principales sources de liquidités et de financement sont les flux de trésorerie provenant de l'exploitation et les facilités de crédit.

La Corporation continue de conserver des liquidités et des placements à court terme qui lui procurent la souplesse financière nécessaire pour respecter ses obligations à leur échéance. La Corporation pourrait être exposée à des ralentissements à long terme dans le secteur de l'énergie et à la volatilité économique, qui est atténuée par les cadres réglementaires actuels régissant les activités de la Corporation liées aux pipelines et la position concurrentielle des actifs de production de pétrole et de pipelines de la Corporation.

Les flux de trésorerie futurs attendus rattachés aux activités courantes dépassent actuellement les prévisions en matière de charges d'exploitation et de dépenses d'investissement futures, compte non tenu du PARTM. En raison des importantes dépenses continues qui sont prévues dans le cadre du PARTM, la Corporation aura besoin de financement futur continu pour terminer le projet. Du financement externe a été obtenu par CTM en avril 2022, tel qu'il est indiqué à la note 21. Les fournisseurs et autres crédateurs ainsi que l'impôt à payer sont généralement exigibles dans les 12 mois suivant la date de clôture.

### c) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque de fluctuations de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier en raison de variations des cours du marché. Il englobe le risque de change, le risque marchandises et le risque de taux d'intérêt. La Corporation n'a pas recours à des instruments financiers, comme des swaps de taux d'intérêt ou des contrats de change à terme, ni à d'autres outils ou stratégies pour gérer ses risques liés au marché.

#### i) Risque du taux de change

Le risque du taux de change s'entend du risque de fluctuations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des flux de trésorerie futurs en raison de variations des cours de change. Ce risque découle des instruments financiers libellés en dollars américains à la clôture de la période, soit essentiellement la trésorerie, les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs qui découlent des produits et des dépenses libellés en dollars américains. Le prix du pétrole brut est établi en dollars américains et toute fluctuation du cours de change du dollar américain par rapport au dollar canadien pourrait avoir une incidence sur les produits.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 17. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

### c) Risque de marché (suite)

#### i) Risque du taux de change (suite)

Le pipeline Puget exerce ses activités dans l'État de Washington et, par conséquent, ses produits et la majorité de ses charges sont libellés en dollars américains. Les fluctuations du cours de change du dollar américain par rapport au dollar canadien peuvent donc influencer sur les bénéfices apportés par le pipeline Puget et sur nos résultats.

Aux 31 mars 2022 et 2021 et pour les périodes closes à ces dates, la Corporation n'avait conclu aucun contrat de change.

#### ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque de fluctuations de la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs en raison de variations des taux d'intérêt. La Corporation est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ainsi que sur les divers placements détenus. Ce risque n'est pas considéré comme important, car les produits d'intérêts de la Corporation représentent moins de 2 % du total de ses produits.

La Corporation n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur sa dette, puisque l'intérêt est payable à un taux fixe. La Corporation n'utilise pas d'instruments dérivés pour gérer son exposition à ce risque.

### d) Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des placements soumis à restrictions et des emprunts, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs au 31 mars 2022 et au 31 décembre 2021 :

	Classement	Hiérarchie	Valeur comptable		Juste valeur	
			2022	2021	2022	2021
<b>Actifs financiers</b>						
Placements soumis à restrictions	JVRN	Niveau 2	96 263	93 986	96 263	93 986
<b>Passifs financiers</b>						
Emprunts	Coût amorti	Niveau 2	16 270 000	9 055 000	16 384 548	9 495 665

Les justes valeurs des placements soumis à restrictions sont déterminées selon des prix et des données d'entrée observables sur le marché pour des instruments similaires, en utilisant des modèles de flux de trésorerie largement répandus pour évaluer ces instruments. La juste valeur des emprunts est estimée par actualisation des flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt en vigueur sur le marché qui serait offert à la Corporation pour des instruments financiers similaires.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 18. Transaction avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

La CDEV a versé des dividendes au gouvernement du Canada au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, d'un montant de 80 000 \$ (46 000 \$ en 2021).

Le 15 juillet 2020, la CFUEC et la CDEV ont conclu une entente de services aux termes de laquelle la CDEV fournit des services de direction, d'administration et de soutien ainsi que des services bancaires et financiers et d'autres services administratifs pour faciliter l'organisation et le fonctionnement de la CFUEC et l'administration par la CFUEC du programme de CUGE. Pour la période close le 31 mars 2022, la CDEV a perçu auprès de la CFUEC des frais de gestion de 150 \$ (150 \$ au 31 mars 2021). Au 31 mars 2022, la CDEV avait un montant à recevoir de la CFUEC au titre d'une partie liée de 228 \$ (montant à payer de 257 \$ au 31 décembre 2021).

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 19. Informations supplémentaires

Les tableaux ci-dessous présentent la ventilation des résultats des principales entités en exploitation qui composent la CDEV. Les résultats du siège social de la CDEV ainsi que les résultats de CEI et de Financière TMP sont pris en compte dans la catégorie « Autres » :

	31 mars 2022						
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGHC	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
<b>Données tirées de l'état du résultat global</b>							
<b>Produits</b>							
Produits tirés du transport	89 461 \$	37 033 \$ <sup>1)</sup>	126 494 \$				126 494 \$
Revenus locatifs	17 606		17 606				17 606
Produits nets tirés du pétrole brut				47 881	-	6 549	54 430
Autres produits/écart de conversion	601	585	1 186	661	4 238	(427)	5 658
	107 668	37 618	145 286	48 542	4 238	6 122	204 188
<b>Charges</b>							
Épuisement et amortissement	25 917	1 973 <sup>2)</sup>	27 890	3 730	31		31 651
Exploitation et production	39 903	(158)	39 745	6 018	-		45 763
Salaires et avantages du personnel	24 877	435 <sup>3)</sup>	25 312	361	517		26 190
Autres charges générales et d'administratives et écart de conversion	1 040	(465)	575	1 211	2 701	(37)	4 450
	91 737	1 785	93 522	11 320	3 249	(37)	108 054
<b>Charges financières</b>							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	138 353	(138 353) <sup>4)</sup>	-	-	-		-
Autres, montant net			-	-			-
Désactualisation		(2 010) <sup>4)</sup>	(2 010)	(697)	(11)		(2 718)
(Charge) d'intérêts, montant net	(11 972)	12 160 <sup>4)</sup>	188	253	60 900	(100 263)	(38 922)
	126 381	(128 203)	(1 822)	(444)	60 889	(100 263)	(41 640)
<b>Bénéfice net avant impôt sur le résultat</b>							
	142 312	(92 370)	49 942	36 778	61 878	(94 104)	54 494
Charge (produit) d'impôt	35 090	(22 776) <sup>5)</sup>	12 314	8 639	-		20 953
<b>Bénéfice net</b>	<b>107 222</b>	<b>(69 594)</b>	<b>37 628</b>	<b>28 139</b>	<b>61 878</b>	<b>(94 104)</b>	<b>33 541</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(3 444) \$</b>	<b>22 370 \$<sup>6)</sup></b>	<b>18 926 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 926 \$</b>
<b>Données tirées de l'état de la situation financière</b>							
<b>Actifs</b>							
Actifs courants	559 096	(42 234) <sup>7)</sup>	516 862	148 330	220 137	(102 024)	783 305
Actifs non courants	18 070 469	(258 920) <sup>8)</sup>	17 811 549	242 657	17 208 315	(17 006 988)	18 255 533
	<b>18 629 565 \$</b>	<b>(301 154) \$</b>	<b>18 328 411 \$</b>	<b>390 987 \$</b>	<b>17 428 452 \$</b>	<b>(17 109 012) \$</b>	<b>19 038 838 \$</b>
<b>Passifs</b>							
Passifs courants	2 106 425	(5 656)	2 100 769	33 946	1 062 617	(980 591)	2 216 741
Passifs non courants	8 783 868	204 499 <sup>9)</sup>	8 988 367	118 710	15 399 405	(7 791 350)	16 715 132
	<b>10 890 293 \$</b>	<b>198 843 \$</b>	<b>11 089 136 \$</b>	<b>152 656 \$</b>	<b>16 462 022 \$</b>	<b>(8 771 941) \$</b>	<b>18 931 873 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>							
	<b>7 739 272 \$</b>	<b>(499 997) \$<sup>10)</sup></b>	<b>7 239 275 \$</b>	<b>238 331 \$</b>	<b>966 430 \$</b>	<b>(8 337 071) \$</b>	<b>106 965 \$</b>
	<b>18 629 565 \$</b>	<b>(301 154) \$</b>	<b>18 328 411 \$</b>	<b>390 987 \$</b>	<b>17 428 452 \$</b>	<b>(17 109 012) \$</b>	<b>19 038 838 \$</b>

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

## 19. Informations supplémentaires (suite)

	31 mars 2021						
	CTM (PCGR des É.-U.)	Ajuste- ments selon les IFRS	CTM (IFRS)	SGHC	Autres	Éliminations	Chiffres consolidés
<b>Données tirées de l'état du résultat global</b>							
<b>Produits</b>							
Produits tirés du transport	90 966 \$	(7 755) \$ <sup>1)</sup>	83 211 \$				83 211 \$
Revenus locatifs	15 857		15 857				15 857
Produits nets tirés du pétrole brut				34 305	-	(808)	33 497
Autres produits/écart de conversion	755		755	73	624	(493)	959
	107 578	(7 755)	99 823	34 378	624	(1 301)	133 524
<b>Charges</b>							
Épuisement et amortissement	25 317	2 073 <sup>2)</sup>	27 390	7 195	29		34 614
Exploitation et production	40 733	(159)	40 574	5 657	-		46 231
Salaires et avantages du personnel	20 639	500 <sup>3)</sup>	21 139	437	474		22 050
Autres charges générales et d'administratives	2 062	(701)	1 361	854	873	(37)	3 051
	88 751	1 713	90 464	14 143	1 376	(37)	105 946
<b>Charges financières</b>							
Composante capitaux propres de la provision pour fonds utilisés pendant la construction	71 210	(71 210) <sup>4)</sup>	-	-	-		-
Autres, montant net	218	(218)	-	-			-
Désactualisation	-	(1 422) <sup>4)</sup>	(1 422)	(695)	(4)		(2 121)
(Charge) d'intérêts, montant net	(22 305)	22 832 <sup>4)</sup>	527	233	21 083	(63 921)	(42 078)
	49 123	(50 018)	(895)	(462)	21 079	(63 921)	(44 199)
<b>Bénéfice net avant impôt sur le résultat</b>							
	67 950	(59 486)	8 464	19 773	20 327	(65 185)	(16 621)
Charge (produit) d'impôt	16 623	(14 666) <sup>5)</sup>	1 957	6 135	-		8 092
<b>Bénéfice net</b>	<b>51 327</b>	<b>(44 820)</b>	<b>6 507</b>	<b>13 638</b>	<b>20 327</b>	<b>(65 185)</b>	<b>(24 713)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(3 733) \$</b>	<b>20 092 \$</b> <sup>6)</sup>	<b>16 359 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>\$</b>	<b>16 359 \$</b>
<b>Données tirées de l'état de la situation financière</b>							
<b>Actifs</b>							
Actifs courants	333 688 \$	(30 290) \$ <sup>7)</sup>	303 398 \$	134 036 \$	193 327 \$	(69 674) \$	561 087 \$
Actifs non courants	11 361 611	41 553 <sup>8)</sup>	11 403 164	285 664	10 305 141	(10 206 344)	11 787 625
	11 695 299 \$	11 263 \$	11 706 562 \$	419 700 \$	10 498 468 \$	(10 276 018) \$	12 348 712 \$
<b>Passifs</b>							
Passifs courants	788 221 \$	- \$	788 221 \$	14 504 \$	125 992 \$	(70 140) \$	858 577 \$
Passifs non courants	6 243 007	269 835 <sup>9)</sup>	6 512 842	164 462	9 985 096	(5 336 100)	11 326 300
	7 031 228 \$	269 835 \$	7 301 063 \$	178 966 \$	10 111 088 \$	(5 406 240) \$	12 184 877 \$
<b>Capitaux propres</b>							
	4 664 071 \$	(258 572) \$ <sup>10)</sup>	4 405 499 \$	240 734 \$	387 380 \$	(4 869 778) \$	163 835 \$
	11 695 299 \$	11 263 \$	11 706 562 \$	419 700 \$	10 498 468 \$	(10 276 018) \$	12 348 712 \$

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 19. Informations supplémentaires (suite)

CTM prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les « PCGR des États-Unis »). Selon les IFRS, une société mère doit préparer des états financiers consolidés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour les transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Par conséquent, CTM a ajusté ses données financières aux termes des PCGR des États-Unis aux fins de conformité avec les IFRS. Ces ajustements comptables sont présentés sous la colonne « Ajustements selon les IFRS » et sont détaillés ci-dessous :

- 1) Produits tirés du transport : Aux termes des PCGR des États-Unis, CTM applique les dispositions de l'ASC 980, *Regulated Operations*, aux termes de laquelle le calendrier de comptabilisation et de traitement de certains produits peut différer de celui prévu par les IFRS. Aux termes des IFRS, les produits sont comptabilisés conformément à IFRS 15. Conformément aux PCGR des États-Unis, CTM comptabilise les produits tirés du transport de façon proportionnelle, en fonction des besoins en produits annuels du réseau TMPL, après ajustement pour les dépenses au titre des éléments de transfert prévus dans la demande visant le règlement avec droits incitatifs (« RDI ») du réseau TMPL. L'écart entre les besoins en produits annuels aux termes de la RDI et les droits facturés donne lieu à un ajustement qui sera comptabilisé dans les produits, soit au débit (si les droits facturés sont supérieurs aux besoins en produits aux termes de la RDI), soit au crédit (si les droits facturés sont inférieurs aux besoins en produits aux termes de la RDI). Selon les IFRS, les produits sont comptabilisés en fonction du volume expédié et des droits facturés, sans ajustement pour perception au-delà ou en deçà des besoins en produits.
- 2) L'amortissement est plus élevé aux termes des IFRS en raison d'immobilisations corporelles plus importantes découlant de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. En raison de l'incertitude considérable entourant le moment et l'étendue de l'abandon, aucune obligation de démantèlement n'est comptabilisée selon les PCGR des États-Unis, donnant lieu à une diminution des actifs et de l'amortissement aux termes des PCGR des États-Unis.
- 3) La charge liée aux salaires et aux avantages du personnel est plus élevée aux termes des IFRS en raison de différences dans la comptabilisation de la charge de retraite entre les deux cadres comptables. Aux termes des IFRS, les réévaluations des actifs et des passifs des régimes sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global, alors qu'en vertu des PCGR des États-Unis, certains profits et pertes liés aux régimes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et amortis en résultat net sur une plus longue période. De plus, il existe des différences en ce qui a trait à la détermination des coûts financiers et du rendement des actifs des régimes.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 19. Informations supplémentaires (suite)

4) Selon l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, une provision pour fonds utilisés pendant la construction est prise en compte dans le coût des immobilisations corporelles et est amortie sur les périodes futures en tant que composante du coût total de l'actif connexe. La provision pour fonds utilisés pendant la construction se compose d'une composante intérêts et, sur approbation de l'organisme de réglementation, d'une composante coût des capitaux propres, lesquelles sont toutes deux inscrites à l'actif en fonction des taux établis dans un accord avec l'organisme de réglementation. La composante intérêts de la provision pour fonds utilisés pendant la construction entraîne une baisse de la charge d'intérêts alors que sa composante coût des capitaux propres est comptabilisée dans les produits financiers. Aux termes des IFRS, aucune provision pour fonds utilisés pendant la construction n'est comptabilisée, et seuls les intérêts courus sur la dette contractée pour financer les dépenses d'investissement admissibles sont inscrits à l'actif aux termes d'IAS 23 *Coûts d'emprunt*. La désactualisation de l'obligation de démantèlement aux termes des IFRS est également prise en compte dans les ajustements des charges financières selon les IFRS. Il n'y a aucune obligation de démantèlement à désactualiser aux termes des PCGR des États-Unis.

5) L'impôt calculé en vertu des IFRS est moins élevé en raison des ajustements mentionnés plus haut pour les produits, l'amortissement, la charge liée aux salaires et aux avantages du personnel et la provision pour fonds utilisés pendant la construction.

6) Les autres éléments du résultat global calculés conformément aux IFRS diffèrent en raison d'un traitement différent des ajustements au titre des régimes de retraite comptabilisés conformément aux PCGR des États-Unis.

7) Les actifs courants sont inférieurs selon les IFRS, essentiellement en raison d'écarts temporaires entre la comptabilisation des produits aux termes des PCGR des États-Unis et des IFRS.

8) Les actifs non courants sont plus élevés selon les normes IFRS en raison des ajustements au goodwill et aux immobilisations corporelles. À l'acquisition de CTM, un goodwill a été comptabilisé à hauteur de l'écart entre la juste valeur de la contrepartie payée par rapport à la juste valeur estimative des actifs nets acquis. La juste valeur des actifs nets diffère selon qu'on applique les PCGR des États-Unis ou les IFRS, surtout en ce qui a trait à l'obligation de démantèlement, aux passifs réglementaires et à l'impôt différé lié à l'acquisition. Par suite de l'acquisition, les immobilisations corporelles sont également plus élevées en raison de la comptabilisation de l'obligation de démantèlement et du coût de mise hors service d'immobilisations correspondant. CTM comptabilise aussi le produit tiré de certains contrats (primes liées aux contrats d'achat ferme 50) en tant qu'aide à la construction aux termes de l'ASC 980 des PCGR des États-Unis, ce qui réduit les immobilisations. Cette aide est comptabilisée en tant que produits aux termes des IFRS.

# LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2022

(tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens)

---

## 19. Informations supplémentaires (suite)

9) Les passifs non courants sont plus élevés selon les IFRS, essentiellement en raison de la comptabilisation d'une obligation de démantèlement. CTM ne comptabilise pas d'obligation de démantèlement aux termes des PCGR des États-Unis, puisque le moment et l'étendue de l'abandon sont indéterminés. En outre, des ajustements sont apportés à l'impôt différé selon les IFRS. Les différences entre les PCGR des États-Unis et les IFRS lors de l'acquisition ont une incidence fiscale connexe qui entraîne une diminution de l'impôt différé à l'acquisition. Par ailleurs, il existe une différence permanente en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat différé du fait de différences touchant le bénéfice net et la charge d'impôt comptabilisés.

10) L'effet cumulatif des ajustements des capitaux propres selon les normes IFRS totalise 500 millions de dollars et l'incidence sur le résultat net de 2022 se chiffre à 70 millions de dollars.

## 20. Changement apporté au classement

Au 31 décembre 2021, la Corporation a changé le classement des soldes de trésorerie détenus dans les fonds pour abandon futur et fonds lié aux risques, qui sont passés des placements liés au fonds pour abandon futur et au fonds lié aux risques à la trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'état de la situation financière, afin de mieux refléter la nature de l'actif plutôt que son objet. Les chiffres comparatifs ont été reclassés par souci d'uniformité, ce qui a entraîné les changements suivants dans le tableau des flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 mars 2021 : la variation des placements détenus au titre du fonds pour abandon futur et du fonds lié aux risques est supérieure de 7 209 \$ par rapport à celle présentée précédemment; la trésorerie et les équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période sont supérieurs de 33 871 \$ à ceux présentés précédemment; et la trésorerie et les équivalents de trésorerie à la clôture de la période sont supérieurs de 41 080 \$ à ceux présentés précédemment. Le reclassement n'a pas eu d'incidence sur le total de l'actif de la Corporation ni sur son résultat global.

## 21. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 25 avril 2022, le gouverneur général en conseil, conformément à l'alinéa 7(1) de la *Loi sur le fonctionnement des sociétés du secteur public*, a, par proclamation, soustrait Corporation Trans Mountain à l'application de ladite loi. Ce changement de statut à société d'État non mandataire permet à CTM d'emprunter de parties autres que le gouvernement du Canada

Le 29 avril 2022, la filiale de la Corporation, CTM, a conclu une facilité renouvelable non garantie de premier rang d'un an pour un montant de 10 000 000 \$ auprès d'un consortium de prêteurs (la « facilité consortiale »). La facilité consortiale ne comporte aucune clause restrictive de nature financière, et est assortie d'une option de prolongation de six mois et d'une garantie inconditionnelle fournie par le gouvernement du Canada. Le 2 mai 2022, conformément aux modifications apportées à la facilité de crédit de construction de la Corporation relativement au Compte du Canada qui est administré par EDC, après avoir reçu du financement externe, la Corporation a remboursé toutes les avances versées à TMP par EDC après le 18 février 2022, majorées des intérêts, soit un total d'environ 1,6 milliard de dollars. La portion courante des emprunts de 875 000 \$ reflète les avances consenties après le 18 février 2022 et avant le 31 mars 2022, le montant résiduel de 725 000 \$ a été avancé par EDC après le 31 mars 2022. Dans le cadre des modifications apportées le 28 avril 2022, Financière TMP versera des intérêts en nature à EDC et ce montant sera ajouté au solde de l'emprunt.